Conditions d’éligibilité et de financement :

Etudes de mise en œuvre et déploiement de démarches d’écoconception de produits, biens et services

# Ce qu’il faut retenir

## Opérations éligibles

* Etudes d’accompagnement de projet (éventuellement avec diagnostic intégré)visant la **mise en œuvre et le déploiement d’une démarche d’écoconception de produits, biens et services** : **Tous secteurs et toutes tailles d’entreprises**

## Conditions d’éligibilité

* Démarche d’écoconception explicitement soutenue par la direction de l’entreprise,
* Recourir à un prestataire externe au bénéficiaire pour accompagner et participer à la réalisation de l’étude,
* L’étude ne doit pas déjà être commandée ou commencée avant la demande de soutien,

## Opérations non éligibles

* Diagnostics écoconception éligibles à l’accompagnement Bpifrance [Diag Ecoconception](https://diag.bpifrance.fr/diag-eco-conception) (PME)
* Projet d’affichage environnemental à la fois sans objectif d’amélioration des performances environnementales et hors expérimentation spécifique.
* Projet de R&D ; les projets de R&D peuvent relever notamment d’appels à projets sectoriels ou thématiques de l’ADEME
* Réalisation d’évaluations environnementales (exemple : analyses de cycle de vie, revues critiques) non intégrées dans une démarche d’écoconception, n’apportant pas de connaissances nouvelles publiques et réutilisables, et effectuées uniquement dans un but de communication commerciale.

## Modalités de calcul de l’aide

* Accompagnement pour la mise en œuvre d’une démarche d’écoconception : taux d’aide maximum de 60 à 80% selon la taille de l’entreprise appliqué à une assiette plafonnée à 150 000€ (50 000 € pour la partie diagnostic, 100 000€ pour la partie Mise en œuvre), intégrant les dépenses de prestation et les dépenses internes (plafonnées).

Les investissements matériels, le travail de développement commercial de la filière et le marketing promotionnel ne sont pas des actions éligibles dans ce cadre.

Les dépenses d’investissement sur l’outil de production peuvent être éligibles dans le cadre des aides « *Investissements d’écoconception » (cf fiche CEF correspondante)*

# Table des matières

[Ce qu’il faut retenir 1](#_Toc156809476)

[Opérations éligibles 1](#_Toc156809477)

[Conditions d’éligibilité 1](#_Toc156809478)

[Opérations non éligibles 1](#_Toc156809479)

[Modalités de calcul de l’aide 1](#_Toc156809480)

[Table des matières 2](#_Toc156809481)

[1. Contexte 3](#_Toc156809482)

[2. Description des projets éligibles 4](#_Toc156809483)

[2.1. Conditions communes 4](#_Toc156809486)

[2.2 Description des projets d’études de mise en œuvre d’une démarche d’écoconception - Tous secteurs 5](#_Toc156809489)

[2.2. Spécificités Petites et Moyennes Entreprises (PME) 7](#_Toc156809493)

[2.3. Spécificités Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et Grandes Entreprises (GE) 7](#_Toc156809494)

[2.4. Projets d’écoconception avancée 8](#_Toc156809495)

[3. Conditions d’éligibilité 8](#_Toc156809496)

[3.1 Conditions communes à toutes les thématiques 8](#_Toc156809499)

[3.2 Conditions spécifiques aux études d’écoconception 8](#_Toc156809500)

[4. Forme et modalités de calcul de l’aide 9](#_Toc156809501)

[5. Conditions de versement 9](#_Toc156809502)

[6. Engagements du bénéficiaire 10](#_Toc156809503)

[7. Conditions de dépôt sur AGIR 10](#_Toc156809504)

[7.1. Les éléments administratifs vous concernant 10](#_Toc156809510)

[7.2. Le Volet technique (modèles fournis) 10](#_Toc156809511)

[7.3. Les documents que vous devez fournir pour l’instruction 10](#_Toc156809512)

[Annexe 1 : Eléments de cadrage de l’écoconception avancée : 11](#_Toc156809513)

# Contexte

Les démarches d’amélioration de la performance environnementale des produits et services se déploient en France, au sein des entreprises de tous secteurs, depuis plus d’une dizaine d’années. Elles contribuent à créer une offre plus respectueuse de l’environnement, disponible pour les consommateurs ou les acheteurs professionnels. L’écoconception constitue l’un des sept piliers de l’économie circulaire.

La démarche d’écoconception apporte des réponses aux défis auxquels l’entreprise doit faire face :

* Se différencier et se développer sur un marché,
* Maîtriser ses approvisionnements pour s’affranchir des tensions sur les matières premières et les ressources énergétiques fossiles,
* Anticiper les réglementations pour garder sa place sur ses marchés (RSE, filières à responsabilité élargie des producteurs, loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, affichage environnemental),
* Répondre aux nouvelles attentes de ses clients (fonctionnalité ou moindre impact des produits et services),
* Assumer sa responsabilité en tant qu’acteur de la société et diminuer les impacts environnementaux et sociaux liés à son activité,
* Disposer de données et de méthodologies fiables pour calculer les performances environnementales de ses produits et services et communiquer en toute sérénité.

Actuellement, les quelques 6 000 entreprises engagées dans la certification 14001:2015 doivent prendre en compte la perspective cycle de vie dans leur système de management environnemental. Cela implique de mesurer la performance environnementale aux différentes étapes du cycle de vie du produit en vue de l’améliorer, soit en d’autres termes de s’engager dans une démarche d’écoconception.

Les projets d’amélioration de la performance environnementale des produits et services intègrent aussi les démarches d’évaluation et de communication environnementales associées, telles que l’Écolabel européen, label écologique officiel utilisable dans tous les pays membres de l’Union Européenne qui encourage la production et la consommation durables de produits ainsi que la fourniture et l’utilisation durables de services, ou l’affichage environnemental qui tend à se développer en France avec des perspectives d’obligations réglementaires à échéances variables selon les secteurs.

La dynamique de déploiement et d’accompagnement de l’écoconception s’est intensifiée depuis 2020, avec dans un premier temps le Plan de Relance puis, dans sa continuité la délégation à Bpifrance de l’accompagnement de diagnostics écoconception pour les PME. Cette première étape de massification a mis en lumière l’intérêt des entreprises pour ces démarches et leur besoin d’être accompagnées sur les différentes étapes du déploiement de la démarche, au fur et à mesure de leur montée en puissance et de leur appropriation du sujet.

**Dans ce contexte, l’ADEME a décidé :**

* + **de s’inscrire dans une logique d’accompagnement des entreprises dans leur démarche d’écoconception en fonction de leur niveau de maturité** 
    - **en visant une montée en autonomie des entreprises débutantes pour l’engagement de leurs premières actions d’écoconception**
    - **en poursuivant l’accompagnement via des diagnostics (dont les diag écoconception délégués à Bpifrance) et des études de projets pour les démarches d’écoconception standards**
    - **en développant des accompagnements spécifiques d’entreprises pionnières dans des démarches d’écoconception dite « avancée »**

# Description des projets éligibles



## Conditions communes

Les présentes Conditions d’éligibilité et de financement sont applicables aux études menées dans tous les domaines d’intervention de l’ADEME.

En vue de favoriser l’atteinte des objectifs des politiques publiques en faveur de l’énergie et de l’environnement et notamment la transition écologique et énergétique, l’ADEME participe au financement de diverses études visant à acquérir des connaissances :

- pour un porteur de projet, par des études de diagnostic et de faisabilité, ou expérimentations préalables au déploiement d’un projet d’investissement.

L’étude de diagnostic permet un état des lieux approfondi à caractère technique et/ou organisationnel de la situation avec une étude critique et comparative des différentes solutions envisageables.

L'étude d’accompagnement de projet regroupe différentes missions de conseil permettant d’accompagner le maître d’ouvrage dans la réalisation de projets et notamment la détermination de sa faisabilité. Ces missions peuvent notamment :

* nécessiter une compétence pointue (technique, économique, méthodologique, juridique, etc.), permettant l’accompagnement d’un maître d’ouvrage dans son projet,
* ou encore se matérialiser par un conseil plus ou moins continu sur la durée d’un projet (mission d’accompagnement, d’assistance à maîtrise d’ouvrage, …).

- de manière générale, par des travaux à caractère prospectif, des études liées aux activités d’observation, des études d’évaluation des performances de produits/services ou de projets, des travaux en vue d’élaborer des outils ou méthodes, ou de réaliser des analyses comparatives de pratiques/performances/politiques, ces travaux étant nommés études générales, ci-dessous.

Le champ ou périmètre de l’étude doit rentrer dans les domaines d’intervention de l’ADEME.

Les bénéficiaires des interventions financières de l’ADEME sont les personnes morales publiques (à l’exception des services de l’État) ou privées, exerçant une activité économique ou non. Les particuliers ne sont pas éligibles aux aides du présent dispositif (mais les aides octroyées par l’ADEME à des personnes morales peuvent bénéficier indirectement à des particuliers).



## Description des projets d’études de mise en œuvre d’une démarche d’écoconception - Tous secteurs

Les études de mise en œuvre d’une démarche d’écoconception peuvent concerner tous les secteurs d’activités et s’appliquent à l’écoconception de produits, services ou procédés.

Elles nécessitent l’implication des équipes de l’entreprise et le recours à des prestataires spécialisés.

Ces études peuvent être consécutives à un diagnostic. Les études peuvent également intégrer à la fois les étapes d’évaluations environnementales, les étapes de définition et mise en œuvre des leviers d’écoconception sur des produits emblématiques, spécifiques ou représentatifs de l’entreprise, et les étapes de définition et mise en œuvre d’une communication environnementale conforme aux normes ISO de la série 14020.

Une étude peut intégrer le pilotage d’un plan d’actions global sur l’écoconception et s’accompagner de la réalisation d’innovations et investissements (cf Fiche CEF Innovation et investissement écoconception).

Ainsi, les différentes étapes du projet sont les suivantes :

* *(En amont ou intégré dans le projet)* : Diagnostic
  + *Cadrage, analyse du contexte, définition des objectifs et mobilisation interne* : analyse du contexte de l’entreprise pour définir la problématique et les objectifs en matière d’amélioration environnementale des produits, services ou procédés, et de mise en place d’une démarche d’éco-conception. Définition du périmètre de l’étude et notamment du ou des produits, services ou procédés étudiés.
  + *Evaluation environnementale :* Quantification des impacts environnementaux du produit service ou procédé selon une approche multicritère et sur l’ensemble du cycle de vie. Identification des éléments qui génèrent les impacts sur l’environnement les plus significatifs et des pistes d’actions potentielles ; Approche des gains environnementaux associés ainsi que des indicateurs de suivis.
  + *Identification des pistes d’action et préparation de leur mise en œuvre :* Définition des étapes de mise en œuvre de l’écoconception intégrant un premier chiffrage économique des leviers d’écoconception identifiés.
* Imaginer des solutions, générer des idées créatives et inventives

En s’appuyant sur les pistes et actions d’écoconception proposées lors du diagnostic, il s’agit de définir précisément des solutions alternatives de conception permettant une diminution des impacts sur l’ensemble du cycle de vie, le cas échéant par l’innovation.

Cette étape, associant le prestataire et le groupe projet de l’entreprise pilotant la démarche d’écoconception, a pour but de préciser et d’enclencher les différentes actions prioritaires à mettre en œuvre.

En étroite collaboration avec l’ensemble des métiers de l’entreprise, le prestataire utilisera les méthodes de créativité, d’innovation ou d’analyse de la valeur déjà existantes dans l’entreprise ou en proposera de nouvelles pour stimuler le processus d’innovation de l’entreprise. Il mesurera les gains environnementaux des solutions afin d’éviter ou d’arbitrer les transferts de pollution, en réalisant par exemple une ACV notamment selon le cadre Empreinte Projet. Il accompagnera l’entreprise dans la validation de la pertinence et de la faisabilité des améliorations proposées (technique, économique, commerciale…).

Cette étape pourra conduire à ajuster les solutions dimensionnées à l’issue du diagnostic d’écoconception, à préciser certaines actions et investissements.

De cette étape émergent :

* les choix techniques et opérationnels et les bénéfices environnementaux associés,
* les indicateurs retenus pour suivre la démarche dans le temps,
* une identification des étapes de mise en œuvre, et un chiffrage des actions à réaliser, des investissements nécessaires, des verrous restant à lever, …
* le cas échéant, les supports d’information et de formation ainsi que l’argumentaire utilisés pour convaincre et impliquer en interne,
* Développer le produit, service, procédé

L’entreprise pilotera les travaux visant à développer le produit, service, procédé : test sur prototype, préséries, recherche de sous-traitance, d’approvisionnement, identification de partenaires, protection industrielle, homologation du produit, lancement commercial et industriel, fabrication, distribution, …

Le prestataire d’accompagnement de la partie étude pourra valider les bénéfices environnementaux des différents choix sur la base d’une approche en cycle de vie et en prenant en compte les différents impacts environnementaux pertinents. Cette validation se fera en appliquant une méthode d’évaluation environnementale permettant un niveau d’approfondissement proportionné (notamment ACV selon le cadre Empreinte Projet niveau 3 ou 4…), en s’appuyant sur des données génériques ou des référentiels existants lorsqu’ils existent et sur des données spécifiques lorsque c’est nécessaire.

Ces différents travaux sont susceptibles de conduire l’entreprise à réaliser des investissements et travaux d’innovation directement en lien avec l’action d’amélioration environnementale visée. Ils pourront également conduire à un déploiement global de l’écoconception à l’ensemble de l’offre de l’entreprise.

* Capitaliser et communiquer

**Capitalisation**

L’entreprise s’attache (en lien ou non avec le prestataire conseil) à :

* Organiser le retour d’expérience auprès des acteurs de l’entreprise afin d’identifier ce qui a bien marché, les difficultés rencontrées et proposer un plan d’action pour permettre à l’entreprise d’aller plus loin
* Réaliser la revue de produit,
* Capitaliser les résultats du projet. La capitalisation est importante pour pérenniser et optimiser la démarche mise en œuvre. On peut donc capitaliser de façon légère et permettre une utilisation simple et rapide de l’information. Elle peut également être partagée au-delà des frontières de l’entreprise (fournisseurs, clients, concurrents) pour faire progresser la chaîne de valeur. La capitalisation permet d’accompagner l’entreprise vers la généralisation de la démarche sur l’ensemble de ses activités.

Cette étape pourra intégrer :

* + Une évaluation environnementale des actions effectivement mises en place. La méthode Empreinte Projet pourra être utilisée pour capitaliser et partager des informations sur le bénéfice environnemental du projet,
  + Une évaluation du retour économique de la démarche : le temps passé sur le projet par l’entreprise, l’augmentation ou la diminution du nombre d’unités vendues, évolution des prix de vente et des couts de production, ( coûts fixes (R&D, formation de la force de vente, recherche des fournisseurs, …), les coûts variables (coût des matières premières, …)), les modifications concernant les fonctionnalités du produit, l’argumentaire commercial de vente du produit, évolution des parts de marchés, des modèles économiques, …**….**

**Communication**

L’objectif de cette phase est que l’entreprise, avec l’aide de son prestataire :

* définisse sa communication interne en fonction de son besoin ;
* développe, en fonction de sa stratégie en matière de communication externe auprès de ses clients, l’argumentaire de promotion environnementale de son produit pour qu’il soit conforme à la série ISO 14020.



## Spécificités Petites et Moyennes Entreprises (PME)

* **1er Pas écoconception**

**Les entreprises débutantes peuvent bénéficier d’un accompagnement de premier niveau pour sa montée en compétence et pour la réalisation d’un prédiagnostic simplifié via la ligne « 1er pas écoconception » du dispositif** [**Tremplin**](https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/2024/tremplin-transition-ecologique-pme)**. Ces aides, qui ne nécessitent qu’une instruction légère, ne permettent pas une analyse approfondie mais une première identification des enjeux d’un produit et des actions envisageables.**

* **Diagnostics Ecoconception :**

Les études diagnostics standards visant simplement à effectuer une évaluation environnementale multicritères sur l’ensemble du cycle de vie d’un produit et à identifier les leviers d’écoconception susceptibles d’être mis en œuvre peuvent être accompagnées via le [dispositif Diag Ecoconception](http://diagecoconception.bpifrance.fr/) géré par [Bpifrance](https://www.bpifrance.fr/catalogue-offres/transition-ecologique-et-energetique).

Ces diagnostics écoconception n’ont donc pas vocation à être financés directement par l’ADEME.

De même, les études visant à accompagner l’entreprise vers le respect de l’ensemble des prescriptions de référentiels de l’Ecolabel européen avec comme objectif la certification ne peuvent pas être financées directement par l’ADEME car ils sont éligibles au Diag Ecoconception géré par Bpifrance[[1]](#footnote-1).

* **Etudes de mise en œuvre d’une démarche d’éco-conception :**

Les études allant au-delà de l’étape de diagnostic standard et conformes à la description ci-dessus sont éligibles aux aides de l’ADEME.

### Spécificités Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et Grandes Entreprises (GE)

* **Etudes de mise en œuvre d’une démarche d’éco-conception :**

Les projets d’études écoconception des ETI et Grandes Entreprises (GE) doivent s’inscrire dans une démarche de déploiement significatif de l’écoconception au sein de l’entreprise.

Ainsi, les étapes de diagnostic et évaluations environnementales réalisées dans ce cadre devront permettre d’identifier des enjeux environnementaux et des leviers d’action dont la mise en œuvre pourra s’appliquer à des gammes de produits, des procédés ou des solutions représentant un enjeu important pour l’entreprise en termes de chiffre d’affaires ou de développement stratégique.

Les projets d’études, diagnostic ou mise en œuvre dont l’application ne concernerait qu’un produit spécifique ou anecdotique par rapport à l’ensemble des domaines d’intervention de l’entreprises ne sont pas éligibles.

En revanche, les réflexions et travaux menés dans le prolongement de telles études et visant à décliner les solutions sur une gamme étendue de produits permettant d’aller vers la généralisation des approches d’écoconception peuvent faire l’objet d’un accompagnement financier de l’ADEME.

Les études susceptibles d’être accompagnées peuvent, par exemple, consister :

* à mettre en place des outils et démarches de traçabilité avec les fournisseurs de rangs 1, 2, 3 et à formaliser des cahiers des charges et engagements à leur soumettre.
* pour les entreprises de secteurs disposant de référentiels écolabel européen, déployer l’écolabel européen à l’ensemble ou à des gammes significatives de produits de l’entreprise,.

Les ETI et Grandes Entreprises (GE) accompagnées par l’ADEME rendront publics les résultats des études réalisées pour favoriser la massification de l’écoconception au sein des chaînes de valeur et des secteurs d’activités.

### Projets d’écoconception avancée

Sont particulièrement attendus par l’ADEME des projets d’écoconception « avancée », portés par des entreprises s’inscrivant dans une transition écologique particulièrement ambitieuse (cf Annexe 1),

* + qui souhaitent généraliser l’écoconception à tout le portefeuille de l’entreprise,
  + qui prennent en compte une réflexion sur les besoins et les usages de leurs clients,
  + qui favorisent les démarches collectives et recherchent le bénéfice du projet pour tous les acteurs du territoire, humains et non humains
  + qui s’interrogent sur l’impact global et local du projet vis-à-vis des 6 limites planétaires dépassées (biodiversité, climat, eau, sols…)

# Conditions d’éligibilité



## Conditions communes à toutes les thématiques

L’étude ne doit pas déjà être commencée ou commandée lorsque le porteur a recours à un prestataire extérieur.

Tous les coûts liés à l’étude sont éligibles. Ils peuvent être éventuellement plafonnés notamment pour les études de diagnostics (50 000 €) ou pour les études d’accompagnement de projet (100 000 €).

Elle peut être réalisée par un prestataire ou être réalisée en interne pour une étude générale ou une expérimentation préalable au déploiement d’un projet d’investissement.

Pour certaines opérations, l’octroi de l’aide pourra être conditionné au recours à un prestataire dont les compétences respectent un référentiel validé par l’ADEME ou pouvant justifier de conditions équivalentes.

Le prestataire réalisant l’étude doit être externe au bénéficiaire de l’étude et doit s’engager à n’exercer aucune activité incompatible avec son indépendance de jugement et son intégrité. Il n’est pas impliqué directement et n’a pas d’intérêts particuliers : vente, fabrication, installation, utilisation ou maintenance des objets sur lesquels porte l’étude. À ce titre, il doit être non dépendant d’opérateurs de services ou de matériels ayant des intérêts particuliers indiqués ci-dessus avec la prestation.

L’ADEME pourra cependant décider d’accorder son aide dans les situations où les compétences, qualifications et disponibilités requises pour réaliser la prestation d’aide à la décision ne pourraient être trouvées en appliquant ces critères d’autonomie.

Dans tous les cas, le prestataire ne doit pas être exclu de ce champ d’activité par une quelconque réglementation.

## Conditions spécifiques aux études d’écoconception

**Pour être éligibles**, les projets doivent respecter les conditions suivantes :

* Recourir à un prestataire externe au bénéficiaire pour réaliser l’étude,
* L’étude ne doit pas déjà être commandée ou commencée.
* Le projet doit être explicitement soutenu par la direction de l’entreprise

Pour l’étape de développement de produit, les dépenses internes liées notamment à la réalisation de prototype ou à l’immobilisation de l’outil de production pour la réalisation de tests ou de mise au point sont éligibles.

**Les projets suivants ne sont pas éligibles** :

* Diagnostics écoconception éligibles à l’accompagnement Bpifrance Diag EcoConception (PME)
* Réalisations d’évaluations environnementales (exemple : analyses de cycle de vie, revues critiques) non intégrées dans une démarche d’éco-conception, n’apportant pas de connaissances nouvelles publiques et réutilisables, et effectuées uniquement dans un but de communication commerciale.
* Projet d’affichage environnemental à la fois sans objectif d’amélioration des performances environnementales et ne s’inscrivant pas dans une expérimentation spécifique.

Les dépenses d’investissement peuvent être éligibles dans le cadre des aides « *Investissements d’éco-conception » (cf fiche CEF correspondante)*

# Forme et modalités de calcul de l’aide

L’aide est attribuée sous forme de subvention en fonction de la qualification de l’activité aidée et la taille de l’entreprise aidée.

* Etude de mise en œuvre d’une démarche d’écoconception : taux d’aide maximum de 60 à 80% selon la taille de l’entreprise appliqué à une assiette plafonnée à 100 000€. L’assiette intègre notamment les dépenses internes de l’entreprise pour sa participation aux travaux (les dépenses internes prises en compte sont soumises à un plafond).

Les investissements matériels, le travail de développement commercial de la filière et le marketing promotionnel ne sont pas des actions éligibles dans ce cadre.

Les dépenses d’investissement peuvent être éligibles dans le cadre des aides « *Investissements d’éco-conception » (cf fiche CEF correspondante)*

Les Petites, Moyennes ou Grandes Entreprises sont qualifiées selon la [définition européenne](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:n26026). Pour en savoir plus, consultez la page « [Comment définit-on les petites et moyennes entreprises ?](https://www.economie.gouv.fr/cedef/definition-petites-et-moyennes-entreprises) » sur le portail de l’Économie, des Finances et de l’action des comptes publics.

# Conditions de versement

Le versement est réalisé, en fonction de l’avancement de l’opération, en un ou plusieurs versements, comme indiqué dans le contrat de financement sur présentation des éléments techniques et financiers notamment le compte rendu du déroulé des travaux et l’état récapitulatif global des dépenses (ERGD)

En cas de non-respect des conditions contractuelles, la restitution des aides pourra être demandée au bénéficiaire.

# Engagements du bénéficiaire

L’attribution d’une aide ADEME engage le porteur de projet à respecter certains engagements :

* en matière de communication :
  + selon les spécifications des règles générales de l’ADEME, en vigueur au moment de la notification du contrat de financement
* en matière de remise de rapports :
  + d’avancement, le cas échéant, pendant la réalisation de l’opération,
  + final, en fin d’opération,

Des précisions sur le contenu et la forme des fiches de valorisation et des rapports seront précisées dans le contrat.

Des engagements spécifiques pourront également être demandés selon les dispositifs d’aide et les types d’opération ; ceux-ci sont indiqués dans le contrat de financement.

# Conditions de dépôt sur AGIR

Lors du dépôt de votre demande d’aide en ligne, vous serez amenés à compléter notamment les informations suivantes en les personnalisant :



## Les éléments administratifs vous concernant

Il conviendra de saisir en ligne les informations suivantes : SIRET, définition PME (si concerné), noms et coordonnées (mail, téléphone) du représentant légal, du responsable technique, du responsable administratif …

## Le Volet technique (modèles fournis)

Présenter le projet en respectant le cadre proposé Le coût total puis le détail des dépenses

Afin d’avoir un niveau de détail financier suffisant pour instruire votre projet, vous devrez détailler vos dépenses selon les 4 postes de dépenses principaux (investissements, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement, charges connexes) et selon les catégories de dépenses associées à chacun de ces postes (menu déroulant).

Le formulaire de demande d’aide dématérialisé comprend également une zone de champ libre par typologie de dépenses. Pour les dépenses d’investissement qui seraient faites en location ou en crédit-bail, il convient de le préciser dans ce champ libre. Pour les éventuelles dépenses de personnel, il convient de préciser également les unités d’œuvre en indiquant soit le nb d’ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé), soit le nombre de jour, la qualification du personnel et le coût journalier de ce personnel (exemple : 1 ETPT ou 10 jours ingénieur à 400€ par jour). Des détails plus précis sur vos dépenses peuvent également être précisés dans ce champ libre.

Seuls les champs qui vous concernent sont à saisir.

Nota : certaines dépenses de votre projet peuvent ne pas être éligibles aux aides ADEME.

## Les documents que vous devez fournir pour l’instruction

Vous devez fournir sur AGIR les documents suivants (le nom de fichier ne doit pas comporter plus de 100 caractères, espaces compris) :

* Volet technique
* Volet financier
* Attestation de santé financière
* La proposition technique et financière du bureau d’étude le cas échéant
* Les documents, à la convenance du porteur de projet, illustrant et argumentant sa demande.

Il est conseillé de compresser les fichiers, d’une taille importante, avant leur intégration dans votre demande d’aide dématérialisée et de donner un nom de fichier court.

# Annexe 1 : Eléments de cadrage de l’écoconception avancée :

Un projet d’écoconception avancée est une démarche d’écoconception ambitieuse :

* portée par le dirigeant,
* en 3 étapes, itératives : évaluer, améliorer, communiquer,
* qui a pour objectif de réduire l’empreinte environnementale de l’offre, calculée sur son cycle de vie, en multicritère,
* qui questionne le besoin de cette offre (sobriété) et/ou est bénéfique pour le territoire concerné par le projet.

Cette démarche a pour objectif de promouvoir une offre de produits/services respectueuse des limites planétaires à l’échelle locale, ce qui n’est pas le cas de l’écoconception standard.

**La différence par rapport à un projet d’écoconception standard est le questionnement du besoin avec une démarche de sobriété et/ou l’intégration des enjeux environnementaux du territoire pour lui apporter un bénéfice.**

C’est une nouvelle offre Ademe. Elle fait l’objet de travaux académiques émergents en France (EcoSD, Ecole des Mines, Université Paris-Panthéon-Assas, Université de Rouen, APESA) ou à l’étranger (DTU, Delft) et est également mise en œuvre par quelques acteurs économiques pionniers (La Buissonnante-49, Breizh Beel-29, les Conciergeries Rennaises-35, Fashion Green Hub-59, Orange-75).

L’originalité de la démarche vient du lien entre l’écoconception classique d’un produit, une consommation plus sobre et la préservation/création de services écosystémiques dans les territoires, qui sont généralement l’objet de démarches séparées.

Cette offre est appelée à se déployer progressivement, avec des premiers projets financés en gré à gré en 2024, et un cadre de financement susceptible d’évoluer en 2025 pour intégrer le retour d’expérience.

Plusieurs types de projets peuvent être accompagnés :

1. **Ecoconception d’un produit qui intègre dès sa conception un alignement « besoin-offre-usage »**

Une évaluation environnementale cycle de vie et multicritère est exigée, comme en écoconception standard.

Le projet intègre également un questionnement du besoin de l’offre (sobriété) dont l’objectif est de s’assurer que l’offre est alignée, dès sa conception, avec les besoins et les usages ; cela permet de réduire les impacts environnementaux.

La sobriété dans un projet d’écoconception porté par une entreprise, consiste à prendre en compte le questionnement des besoins des clients, des salariés, des actionnaires éventuels dans une action aboutissant à un changement des pratiques, des comportements, de l’organisation, avec moins d’impacts sur l’environnement.

L’entreprise présentera la façon dont elle

* Propose une réponse au questionnement du client sur son besoin, via
  + des études d’interprétation du besoin et des propositions de réponses adaptées (durabilité, fonctionnalités adaptées, …),
  + des travaux sur la modularité des produits,
  + des démarches permettant d’améliorer l’éco-utilisation (études, publicités, définition de services, …)
* Questionne les besoins des salariés (conditions de travail et de rémunération, …) et des actionnaires (modalités de rémunération, …)
* mesure sa création de valeur immatérielle (bonheur et épanouissement, lien social, etc.) ?

1. **Ecoconception d’un service, marchand ou non marchand**

Le projet devra également questionner le besoin de l’offre (sobriété) et chercher le bénéfice pour le territoire concerné par le projet.

1. **Ecoconception généralisée à tous les produits de l’entreprise**

Une ACV organisationnelle, également appelée « EP&L » (Environmental Profit and Loss Accounts), conforme à la norme XP ISO/TS 14072 est attendue avec une revue critique par un tiers indépendant

Comme pour un projet d’écoconception standard, cette ACV est réalisée au début du projet pour évaluer les enjeux environnementaux de la solution de référence et à la fin du projet pour vérifier les gains environnementaux obtenus grâce à l’écoconception.

L’entreprises présentera également la façon dont le projet impactera et s’intégrera dans les territoires :

* Impacts et bénéfices environnementaux sur les territoires, notamment français, concernés par le cycle de vie du produit. Cette analyse pourra se faire selon la méthode de l’Evaluation des services rendus par les écosystèmes aux entreprises (World Ressources Institute, 2012[[2]](#footnote-2)) ou équivalent.
* adéquation du projet avec la disponibilité actuelle et future des matières premières sur le territoire, compte-tenu par exemple des connaissances actuelles sur le réchauffement climatique[[3]](#footnote-3)
* adéquation du projet avec les infrastructures disponibles et prévues sur le territoire (de mobilité, logistique, de gestion de fin de vie, …)[[4]](#footnote-4)
* prise en compte de l’évaluation de l’impact économique et social du projet sur le(s) territoire(s) français concerné(s).
* présentation des coopérations avec diverses parties prenantes (partenaires, clients, fournisseurs, collectivités locales, …)

En application des articles L. 131-3 à L.131-7 et R.131-1 à R.131-26-4 du Code de l’environnement, l’ADEME peut délivrer des aides aux personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui conduisent des actions entrant dans le champ de ses missions, telles que définies par les textes en vigueur et notamment ceux précités.

Les aides de l’ADEME ne constituent pas un droit à délivrance et n’ont pas un caractère systématique. Elles doivent être incitatives et proportionnées. Leur attribution, voire la modulation de leur montant, peuvent être fonction de la qualité de l’opération financée, des priorités définies au niveau national ou local, ainsi que des budgets disponibles. L’ADEME pourra, par ailleurs, décider de diminuer le montant de son aide en cas de cofinancement de l’opération.

Les dispositions des Règles générales d’attribution des aides de l’ADEME sont disponibles sur le site internet de l’ADEME à l’adresse suivante : <https://www.ademe.fr/dossier/aides-lademe/aides-financieres-lademe>.

1. Sauf les hébergements touristiques qui peuvent être accompagnés pour leur démarche de « mise en œuvre de l’Ecolabel européen » via le FTD pour ceux qui y sont éligibles ou via le dispositif Tremplin pour ceux implantés en milieu urbain non éligible FTD [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://files.wri.org/d8/s3fs-public/corporate_ecosystem_services_review_fr.pdf> [↑](#footnote-ref-2)
3. Exemple : aujourd’hui, les forêts françaises des régions Corse, Grand Est et Haut de France relarguent plus de CO2 qu’elles n’en captent ; est-ce adéquat de financer des projets qui utilisent des ressources forestières dans ces 3 régions ? [↑](#footnote-ref-3)
4. Exemple : si le territoire ne dispose pas d’installation de recyclage de composite, est-ce pertinent de développer une offre de produits composites ? [↑](#footnote-ref-4)